

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN AFGHANISTAN

L'ONU admet des «fraudes considérables»

Le numéro un de l'ONU en Afghanistan, Kai Eide, accusé par son ex-adjoint d'avoir couvert des fraudes électorales, a reconnu hier, pour la première fois, qu'elles avaient été «considérables» à la présidentielle afghane, dont le résultat devrait tomber cette semaine.

Visiblement furieux, M. Eide avait organisé une conférence de presse pour répondre à son ancien adjoint, Peter Galbraith, récemment démis de ses fonctions, qui l'accuse d'avoir tenté de cacher des preuves de fraude à la présidentielle. Preuve que la communauté internationale resserre les rangs sous l'orage, il était entouré des ambassadeurs américain, britannique, français et allemand à Kaboul, ainsi que de représentants de l'UE et de l'Otan, auxquels les journalistes n'ont pas été autorisés à poser des questions.

Dans un communiqué, la présidence de l'Union européenne a dit «soutenir totalement la mission d'assistance de l'ONU en Afghanistan (UNAMA)» et son chef Kai Eide. Samedi, Washington avait déjà cru bon d'affirmer son «plein

soutien» à ce dernier. «Dans un certain nombre de bureaux de vote dans le Sud et le Sud-Est, il y a eu des fraudes considérables, mais pas que là (...). L'étendue des fraudes est en train d'être déterminée», a dit M. Eide. Les observateurs afghans et internationaux ont signalé de nombreuses irrégularités lors du scrutin, majoritairement au profit du président sortant Hamid Karzaï.

Selon des résultats préliminaires, M. Karzaï mène avec 54,6 % des voix, contre 27,8 % à l'ancien ministre des Affaires étrangères, Abdullah Abdullah.

Les résultats définitifs, après examen des bulletins de vote suspectés frauduleux, devraient être annoncés dans la semaine. Tendue, M. Eide a déclaré : «Certaines accusations étaient basées sur des



M. Karzaï est accusé de fraudes à grande échelle.

conversations privées tenues pendant que Galbraith était invité dans ma maison. Ma position est que les conversations privées (...) doivent rester privées».

La publicité entourant le renvoi de M. Galbraith et les accusations portées par ce dernier «ne sont pas seulement des attaques personnelles contre moi et mon intégrité, mais ont affecté l'ensemble du pro-

cessus électoral», a-t-il déploré. Peter Galbraith, renvoyé le 30 septembre, était immédiatement passé à l'offensive, voyant dans cette décision un «terrible signal» quant à la volonté de l'ONU de lutter contre les fraudes.

Les désaccords entre les deux hommes avaient commencé avant même le scrutin. Et lorsque les preuves de fraude devinrent «très graves», M.

Galbraith affirme que M. Eide avait refusé que ces informations, contenues dans un document secret de l'ONU, soient diffusées, même aux ambassadeurs occidentaux à Kaboul.

Il a également dit que 30 % des voix de M. Karzaï étaient frauduleuses, rejoignant en cela les observateurs de l'Union européenne ; ceux-ci ont jugé que 1,5 million de bulletins étaient «suspects», dont

1,1 aurait profité à M. Karzaï et 300 000 à M. Abdullah. Pour M. Eide, il est impossible de connaître la proportion de votes frauduleux, les investigations des autorités électorales étant en cours. Il a nié être intervenu pour dissimuler des fraudes, ajoutant que la mission de l'ONU était «de soutenir le processus, pas d'influencer le résultat».

M. Abdullah, premier opposant de M. Karzaï, qu'il accuse de fraudes à grande échelle, a déclaré hier être «convaincu de la transparence» des enquêtes sur les fraudes.

Il a estimé que les enquêtes entraîneraient suffisamment d'annulations de bulletins frauduleux pour nécessiter un second tour entre lui et M. Karzaï.

Si un second tour était nécessaire, il devra être organisé très rapidement, car de nombreuses régions d'Afghanistan seront bientôt inaccessibles à cause des dures conditions hivernales.

IRAK

19 morts et plus de 80 blessés dans des attentats

Le bilan des victimes des attentats, perpétrés hier près d'un bâtiment public à Ramadi, dans l'ouest de l'Irak, s'est alourdi à au moins 19 morts et plus de 80 blessés, selon des responsables de sécurité et de la police.

«Dix-neuf personnes ont été tuées et 81 autres blessées dans trois attentats dont 9 policiers», a indiqué une source au sein du ministère irakien de l'Intérieur.

«La plupart des personnes blessées sont des policiers et une trentaine de voitures ont été également détruites par ces explosions», a ajouté la même

source. Selon un responsable de la police, deux attentats à la voiture piégée ont eu lieu au moment où une réunion des responsables de la province de Ramadi était en cours à l'intérieur d'un bâtiment public appartenant au gouvernorat de Ramadi (Ouest de l'Irak).

Un précédent attentat s'était

produit à une vingtaine de mètres du bâtiment, entraînant l'arrivée des pompiers et de la police, et une seconde voiture piégée a alors explosé, conduisant la police à mettre en place un périmètre de sécurité, selon des correspondants de presse. Toujours à Ramadi, un autre attentat à l'explosif a été perpétré peu de

temps après à l'hôpital général de la province, où avaient été transportées des victimes, et au moins deux personnes sont mortes et quatre autres ont été blessées, a précisé le gouverneur de la province d-Al-Anbar, Mohamed Qasim. Un précédent bilan de ces attaques faisait état de 14 morts.

CORNE DE L'AFRIQUE

L'armée éthiopienne fait une incursion en Somalie

Plusieurs centaines de soldats éthiopiens sont entrés dans plusieurs villages du nord de la Somalie voisine samedi, où ils ont arrêté des habitants avec l'aide de milices pro-gouvernementales somaliennes, a-t-on appris hier auprès de témoins.

«J'ai vu des dizaines de véhicules appartenant à l'armée éthiopienne, avec aussi des miliciens somaliens, ils sont entrés dans le village de Wagada et ils ont arrêté plusieurs personnes, puis ils sont repartis du village ce matin», a déclaré hier un ancien du village, Husein Farah Gomey, joint par téléphone.

Les soldats sont aussi entrés dans d'autres villages, dans la région de Beledweyn, à 300 km au nord de Mogadiscio, selon d'autres témoignages.

Selon plusieurs habitants, les militaires éthiopiens recherchaient des rebelles de

l'Ogaden.

Cette région d'Ethiopie, voisine de la Somalie, est le foyer d'un mouvement séparatiste, le Front national de libération de l'Ogaden (ONLF).

Cette incursion a été dénoncée par un commandant du Hezb al-Islam, qui combat le gouvernement somalien.

«Ce n'est pas la première fois qu'ils effectuent des raids en Somalie et emmènent avec eux des civils innocents, mais nous leur disons que de telles provocations ne vont engendrer que des effusions de sang», a menacé cheikh Abdurahman Sheik Mohamoud.

Le Hezb al-Islam et ses alliés

des shebab, un groupe ayant prêté allégeance à al-Qaïda, ont lancé en mai dernier une offensive pour renverser le fragile gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale.

L'armée éthiopienne était intervenue fin 2006 en Somalie pour soutenir le gouvernement et

chasser les islamistes alors au pouvoir à Mogadiscio, avant de se retirer début 2009.

Depuis, les forces éthiopiennes ont effectué plusieurs incursions dans la région.

Lors de la dernière en date, elles avaient aidé les forces gouvernementales à reprendre Beledweyn en août 2009.

MADAGASCAR

Nomination d'un Premier ministre «de consensus»

Un Premier ministre du gouvernement de transition, Eugène Mangalaza, a été officiellement nommé, samedi à Madagascar, par décret de la Haute Autorité de transition (HAT), a-t-on indiqué hier de source officielle.

M. Mangalaza a été nommé Premier ministre «de consensus», en remplacement de Monja Roindefo, au terme d'un accord conclu entre les quatre principales mouvances politiques malgaches. Le président de la Haute Autorité de transition, Andry Rajoelina, avait, rappelle-t-on, annoncé vendredi dernier la nomination prochaine de Eugène Mangalaza, comme Premier ministre de consensus en vertu de l'accord politique. La ministre de la Communication du gouvernement sortant, Nathalie Rabea a affirmé à la presse qu'«il y a eu un décret de nomination du Premier ministre Eugène Mangalaza», précisant que «le décret a été publié samedi soir». Après un blocage de plusieurs semaines sur l'attribution des principaux postes de la transition, les mouvances politiques de la Grande Ile avaient trouvé, mardi dernier, un consensus lors d'une réunion dirigée par le Groupe international de contact (GIC).



Andry Rajoelina (au milieu).